

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 9 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC GRAND OUEST

5/7 rue des Piliers de la Chauvinière
CS 69195
44800 Saint-Herblain

Références : UD35/2022-643
Code AIOT : 0005517297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté ZAC des Cormiers - Mahomat 89, rue Nationale 35650 LE RHEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette, visite réactive a été déclenchée en raison d'un début d'incendie. Les circonstances précises de cet incident sont détaillées dans le rapport transmis par l'exploitant le 23/10/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST
- ZAC des Cormiers - Mahomat 89, rue Nationale 35650 LE RHEU
- Code AIOT : 0005517297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Ex IED - MTD

Installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Constats sur l'événement
- Rapport d'accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Constats sur l'événement	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69	/	Sans objet
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté la consigne lui demandant de prévenir rapidement l'inspection des installations classées. il a, de plus, fourni un rapport explicite des faits et conséquences ; ces dernières étant extrêmement limitées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constats sur l'événement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Constatations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]
Constats : L'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées à 11h39, le 13/10/2022 ; le sinistre s'étant déclenché, ce même jour, à 9h35. En raison de conséquences limitées, il n'a pas été proposé de mesures d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de l'évènement pour en tirer le retour d'expérience
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Un rapport d'incident, établi sur la base de la fiche de notification d'accident/incident du BARPI, a été fourni à l'inspection des installations classées le 20/10/2022. Il expose clairement les faits, circonstances et conséquences. Ces dernières ont été quasi-nulles tant en termes d'enjeu environnemental que d'outil industriel. Par ailleurs, l'exploitant a déjà prévu des mesures de prévention complémentaires en termes de détection. De plus, il prévoit de rappeler à ses clients les conditions d'acceptabilité préalables à la destruction d'archives, en termes de consistance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet